

Procès-verbal

257^e réunion en ligne du Comité de direction

19 juin 2020 – de 12 h à 14 h (HAE)

(plateforme de vidéoconférence Zoom)

Sont présents :

Brenda Austin-Smith, présidente (UMFA)
 Peter McInnis, vice-président (ST.FXAUT)
 Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
 James Compton, président sortant (UWOFA)
 David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
 Serge Jolicoeur, représentant ordinaire (Francophone) (ABPPUM)
 Robin Whitaker, représentante ordinaire (Général) (MUNFA)
 Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
 Laurence McFalls, représentant ordinaire (Québec) (SGPUM)
 Alison Hearn, présidente, Comité de la liberté académique
 et de la permanence de l'emploi (UWOFA)
 Sue Blair, présidente, Comité de la négociation collective
 et des avantages économiques (AUNBT)
 Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
 Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)
 Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
 Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)

David Robinson, directeur général
 Tony Cantin, directeur des finances, opérations et ressources humaines
 Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
 Valérie Dufour, directrice des communications
 Margaret McGovern-Poté, adjointe exécutive au directeur général

Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire

La présidente informe les membres que, même si la présente réunion est virtuelle, nous accomplissons tous notre travail académique sur des territoires autochtones, des Premières nations

et des Métis spécifiques. Certains de ces territoires sont régis par des traités, mais certains n'ont jamais été cédés. Elle demande aux membres de réfléchir aux conditions dans lesquelles nous occupons ces espaces, aujourd'hui et toujours.

La présidente mentionne que le 21 juin est la Journée nationale des peuples autochtones au Canada et que l'ACPPU a publié à ce sujet une déclaration pour inciter les membres à la réflexion. Elle indique également que le Juneteenth est célébré le 19 juin pour marquer l'émancipation des Noirs aux États-Unis.

01. Adoption de l'ordre du jour

MCINNIS/SCHROEDER : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a. Téléconférence des 21 et 24 avril 2020

SANGARÉ/MCINNIS : QUE le procès-verbal de la réunion des 21 et 24 avril 2020 soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

b. Réunion du 25 mai 2020

SANGARÉ/MCINNIS : QUE le procès-verbal de la réunion du 25 mai 2020 soit approuvé en l'état.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste est passée en revue.

04. Rapport de la présidente

La présidente rend compte des réunions auxquelles elle a assisté depuis la dernière réunion du Comité de direction du 25 mai 2020. Elle fait aussi part de sa participation au Forum pour les nouveaux présidents qui s'est tenu en ligne le 5 juin en raison des restrictions de déplacements et des mesures de distanciation sociale en vigueur liées à la pandémie de COVID-19. Elle a participé aux réunions hebdomadaires tenues par conférence téléphonique de concert avec l'équipe de la négociation collective, les services juridiques et la directrice de la recherche et de l'action politique.

05. Rapport du directeur général

a. Rapport sur la liberté académique

i. Enquêtes

A. Peter Wall Institute for Advanced Studies (UBC)

Le directeur général fait le point sur l'enquête concernant le Peter Wall Institute (Université du nord de la Colombie-Britannique). Le comité d'enquête spécial a rédigé un rapport préliminaire.

ii. Dossiers

A. Collège de technologie forestière des Maritimes

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le Collège de technologie forestière des Maritimes.

B. Université St. Jerome's

Le directeur général rend compte de l'affaire BJ Rye à l'Université St. Jerome's. Des appels à la démission de la professeure Rye ont été lancés par suite de son utilisation d'une épithète raciale dans la salle de classe dans le cadre d'un cours sur les propos blessants. Le directeur général indique que l'Université de Waterloo a retiré sa déclaration sur la question par suite de certaines préoccupations soulevées par l'ACPPU et d'autres parties.

C. Murphy (Ryerson)

Le directeur général rend compte de l'affaire Pascal Murphy à l'Université Ryerson. Le cours sur l'itinérance dans la société canadienne donné par le professeur Murphy et ses co-formateurs a été annulé par l'administration trois jours seulement avant qu'il ne débute. Le professeur Murphy soupçonne que l'administration a annulé le cours, qui affichait complet, en représailles aux désaccords sur les méthodes d'enseignement et le contenu.

D. Cochrane (Manitoba)

Le directeur général rend compte de l'affaire Steven Cochrane à l'Université du Manitoba. Le professeur Cochrane a donné sa démission après avoir affiché des images de lui-même, le visage maquillé en noir (« blackface »).

E. Hudlický (Brock)

Le directeur général rend compte de l'affaire Tomáš Hudlický à l'Université Brock. L'établissement a publié des déclarations critiques à l'égard d'un article du professeur Hudlický paru dans la revue scientifique *Angewandte Chemie*. L'ACPPU a écrit à l'administration de l'Université Brock pour lui demander de retirer ses déclarations et de respecter et défendre la liberté académique du professeur. L'association du personnel académique de l'université a déposé un grief.

F. Lowrey (Alberta)

Le directeur général rend compte de l'affaire Kathleen Lowrey à l'Université de l'Alberta, qui a été congédiée de son poste de directrice associée de son département en raison de ses propos sur le genre. L'association du personnel académique de l'université a déposé un grief.

G. Dalhousie

Le directeur général rend compte de l'affaire concernant le professeur Charlebois qui a été accusé d'inconduite en recherche par un groupe industriel pour des vues qu'il a exprimées dans un article d'opinion sur la gestion de l'offre au Canada. L'Université Dalhousie a lancé une enquête. Selon le directeur général, la plainte aurait dû être traitée comme frivole parce qu'il n'existait aucune inconduite en recherche dans cette affaire. Il s'est dit préoccupé par le fait que les mesures de Dalhousie pourraient nuire à la liberté académique.

iii. Litiges

A. *Université York c. Access Copyright*

Le directeur général fait le point sur l'affaire *Université York c. Access Copyright*. On s'attend, soutient-il, à ce que la décision soit portée en appel.

06. Rapport sur l'action politique

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, présente un rapport sur les récentes activités de sensibilisation. L'ACPPU a informé le personnel du Cabinet de la ministre Qualtrough, le personnel du Cabinet du Premier ministre et le porte-parole du NPD en matière d'éducation postsecondaire sur les résultats du sondage mené de concert avec Abacus Data. L'ACPPU est en train de réorganiser la campagne *Pour notre avenir* en cherchant à obtenir du soutien à court terme par l'intermédiaire du programme de subventions salariales et en appelant le gouvernement fédéral à remettre en état le modèle de financement déficient de l'éducation postsecondaire. L'ACPPU demande aux associations d'inviter leurs membres à prendre contact avec leurs députés d'ici la fin de l'automne. P. Foster fait le point sur l'enquête de l'ACPPU sur le personnel qui a été réalisée auprès de plus de 4 000 répondants. L'analyse de l'enquête est en cours. Les résultats préliminaires révèlent une augmentation de la charge de travail, une baisse des activités de recherche et une amélioration des prestations de santé mentale. P. Foster fait part également des résultats de la plus récente enquête sur la population active (concernant les professeurs des universités et des collèges) qui constate une hausse du chômage de 4 % par rapport aux mois du printemps et de l'été des années précédentes.

Rapports des comités

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

A. Hearn, présidente du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler depuis la dernière réunion du comité tenue en mars.

ii. Négociation collective et avantages économiques

S. Blair, présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques, rend compte des travaux du comité. Le comité a tenu une réunion virtuelle la semaine dernière pour discuter de la syndicalisation en temps de pandémie, et a fait une recommandation au Conseil concernant le lauréat du Prix Donald-C.-Savage.

iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte de plusieurs sujets de préoccupation pour le personnel académique contractuel qui sont apparus avec la crise de la COVID-19 : les pertes d'emploi pour les membres du personnel académique contractuel; l'annulation des congés sabbatiques; la réorganisation des cours sur certains campus et l'augmentation de l'effectif des classes; l'absence de ressources financières pour l'achat de matériel.

iv. Équité

P. Armstrong et M. Rahman, coprésidents du Comité de l'équité, indiquent qu'il n'y a rien de nouveau à signaler depuis la dernière réunion du comité tenue en mars.

v. Bibliothécaires et archivistes

T. Ribaric, président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler depuis la dernière réunion du comité tenue en mars. Il annonce qu'il participe aujourd'hui à sa dernière réunion en tant que membre du Comité de direction mais qu'il continuera à s'investir.

b. Rapports des comités relevant du Comité de direction

i. Francophones

S. Jolicoeur, président du Comité des francophones, rend compte de certains travaux en cours du comité qui devront être menés à bien, dont la finalisation des grandes lignes du programme de la Conférence des francophones prévue pour février 2021 et la recommandation au Conseil de deux énoncés de principes communs rédigés de concert avec le Comité des bibliothécaires et des archivistes.

ii. Personnel enseignant clinicien

Le directeur général indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler.

iii. Personnel académique des collèges et des instituts

Le directeur général indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler.

c. Rapports des groupes de travail

i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, indique qu'il n'y a rien de nouveau à signaler.

ii. Groupe de travail spécial sur la gouvernance

R. Whitaker fait savoir que le groupe de travail a voté une recommandation demandant au Comité de direction de prolonger d'une année le mandat du Groupe de travail sur la gouvernance. Il est même à souhaiter que le Comité de direction envisage de faire du groupe de travail un comité permanent. Le groupe de travail a aussi préparé une FAQ mise à jour pour le site web, et ses

coprésidents ont participé à une assemblée publique en ligne sur la gouvernance le 14 mai.

En ce qui a trait aux énoncés de principes qui n'ont pas encore été soumis à l'examen du Conseil, le groupe de travail croit qu'il serait utile pour le Comité de direction d'offrir des conseils ou de proposer des idées aux associations membres pendant que les politiques sont encore débattues au Conseil et en attente de son approbation. R. Whitaker fait remarquer que le groupe de travail a fait part du projet d'*énoncé de principes sur le recrutement du personnel administratif académique* à quelques associations membres, à condition qu'elles l'utilisent pour leur propre gouverne, cet énoncé de principes n'étant pas encore une politique officielle de l'ACPPU. Comme ces associations membres ont reconnu l'utilité de ce document, le groupe de travail souhaite trouver un moyen de le faire diffuser le plus largement possible.

07. Questions organisationnelles

a. Rapport sur la négociation collective

Le directeur général donne un aperçu du rapport sur la négociation collective.

b. Rapport sur la formation

Cette question est traitée sous le *point 06. – Comité de direction*.

c. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le directeur général indique que l'ACPPU continue à fournir aux associations membres un soutien et des conseils en matière de santé et de sécurité au travail et qu'elle surveille les protocoles de retour au travail qui sont établis sur les campus pour la session d'automne.

d. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général rend compte des activités de syndicalisation.

e. Rapport sur les communications

i. Publications

V. Dufour, directrice des communications, indique que le prochain numéro du *Bulletin* de l'ACPPU devrait être publié en ligne. Il aura pour thème l'antiracisme et la Commission de vérité et de réconciliation – 5 ans plus tard.

ii. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

iii. Journal en ligne de l'ACPPU

P. McInnis, président du comité de rédaction du *Bulletin*, fait le point sur le lancement du nouveau journal en ligne de l'ACPPU, notant qu'il a fallu surmonter quelques difficultés pour le rendre totalement opérationnel. Le journal a reçu jusqu'à présent un

certain nombre de contributions qui seront soumises à l'examen du comité de rédaction.

f. Nouveaux membres associés

Le directeur général indique qu'aucune demande de nouveaux membres associés n'est à l'étude.

08. Revue de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil

Le directeur général passe en revue l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil.

09. Affaires relatives au personnel

a. Rapport du comité du personnel

J. Compton, président du comité du personnel, rend compte de la réunion du comité du personnel du 17 juin. L'ACPPU a comblé le poste d'agent(e) professionnel(le) laissé vacant par le départ de Robert Johnson. Melissa Bendig, qui remplace actuellement Andrea Stewart pendant son congé de maternité/parental, sera nommée à ce poste à plein temps à compter du 1^{er} juillet 2020. La rédactrice en chef du *Bulletin* Liz Duhaime reste en congé de maladie. L'analyste de recherche John Hollingsworth prendra sa retraite anticipée à compter du 30 juin 2020. L'avocat principal Peter Barnacle a remis son avis de départ à la retraite qui débutera le 31 octobre 2020. Trois postes sont actuellement vacants : 1) adjoint(e) aux finances; 2) coordonnateur(trice) de la production et 3) analyste de recherche. Le processus d'embauche pour ces postes a été mis en pause afin de permettre à la direction de discuter des changements à apporter à la structure organisationnelle de l'ACPPU.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général fait le point sur les questions relatives aux effectifs.

HUIS CLOS

c. Affaires concernant la direction

SANGARÉ/BLAIR : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

MCINNIS/WHITAKER : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

10. Réunions, conférences et autres activités

a. Participation à des réunions et conférences

i. Forum pour les nouveaux présidents, 5 juin

La présidente fait état du franc succès qu'a remporté le Forum pour les nouveaux présidents tenu le 5 juin via la plateforme de conférence Zoom. Le forum a enregistré un nombre record de 44 participants.

b. Activités et conférences prochaines

i. Assemblée du Conseil, 26 juin

Cette question est traitée sous le *point 09. – Comité de direction.*

ii. Réunions des comités, [à déterminer]

Le directeur général indique que les réunions des comités prévues pour le mois d'août seront tenues sur plateforme virtuelle et porteront uniquement sur les principaux points qui devront être traités par les différents comités.

iii. Conférence pour le personnel académique contractuel, [à déterminer]

Le directeur général signale que, la situation de la pandémie étant très fluide, la Conférence pour le personnel académique contractuel prévue pour octobre pourrait devoir être tenue sur plateforme virtuelle ou reportée à une date ultérieure.

11. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

12. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

13. Éléments d'information

Aucun élément d'information n'est à l'étude.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.